

Actualités de la recherche

Un moment fondateur en France dans les recherches sur les rapports entre sciences et sociétés

Marcel Jollivet

Sociologue, UMR7533 LADYSS, CNRS, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, bâtiment K, 200 avenue de la République, 92001 Nanterre cedex, France

Mots-clés :

sciences ;
sociétés ;
recherche ;
interdisciplinarité ;
communauté
scientifique

Résumé – La question des rapports entre sciences et sociétés commence à être posée de façon méthodique en France. En témoigne l'initiative prise par l'Agence nationale de la recherche de mettre sur pied un programme de recherche sur le sujet. Cette initiative a pris la forme d'un appel à propositions d'atelier préparatoire. Les deux équipes retenues ont organisé une série de séminaires qui ont arrêté, puis traité une liste de thèmes de recherche. Le résultat de ces réflexions a été publié dans un numéro double de la revue *Science & devenir de l'homme*. Ce présent texte en fait une analyse ; il en dégage à la fois les grandes lignes et ce que l'auteur considère comme les points faibles. En tout état de cause, il s'agit d'une publication de référence. C'est la première fois, en France, qu'un tel tour d'horizon autour de la question des rapports entre sciences et sociétés est proposé aux communautés scientifiques concernées et que la tentative de créer un champ de recherche unifié la prenant en charge est entreprise et, surtout, globalement réussie.

Keywords:

sciences;
societies;
research;
interdisciplinarity;
scientific community

Abstract – **A momentous development in French research on science and society relationships.** The issue of science and society relationships is starting to be raised methodically in France as demonstrated by the initiative taken by the French National Research Agency to develop a research programme on the topic. This initiative took the form of a call for proposals for a preparatory workshop. The two selected teams organized seminars which have settled on and dealt with a list of research themes. The results of this reflection have been published in a special double issue of the journal *Science & devenir de l'homme*. The present text analyzes them and identifies the main lines and what the author considers as the weaknesses in this reflection. In any event, it is a reference publication. This is the first time that such an overview of the relationships between science and society is drawn up in France for the scientific communities concerned and that the attempt to create a unified field of research is overall successful.

Depuis la journée « Sciences et société en mutation » organisée en 2007 par le CNRS¹, la réflexion proprement française² sur ce thème se poursuit et même s'amplifie

et s'installe dans le moyen terme avec le relais que vient de prendre l'Agence nationale de la recherche (ANR) sur la question. Cette initiative de l'ANR s'est traduite durant les deux années qui viennent de s'écouler par trois événements scientifiques : le lancement (le 1^{er} août 2007) de l'atelier de réflexion prospective (ARP) « Sciences et sociétés », suivi en 2009 de l'appel à projets (AP) « Sciences, technologies et savoirs en sociétés. Enjeux actuels, questions historiques », et enfin la parution d'un numéro double de *Science & devenir de l'homme. Cahiers du Mouvement universel de la responsabilité scientifique* [MURS]³,

Auteur correspondant : marcel.jollivet@u-paris10.fr

¹ Cf. Jollivet, M., 2007. Les rapports entre sciences et société en question au CNRS : un (faux ?) départ, *Natures Sciences Sociétés*, 15, 4, 417-423.

² La question n'est évidemment pas propre à la France. Elle fait en particulier partie des thèmes de réflexion au niveau européen, comme en témoignent récemment les conférences internationales organisées successivement par la présidence allemande en juin 2007 à Munich (Cf. Alix, J.-P., 2008. Quelle recherche responsable pour l'Europe ?, *Natures Sciences Sociétés*, 16, 2, 165-170) et par la présidence française en novembre 2008 à Paris (« Sciences en société : dialogues et responsabilité scientifique ». Un compte rendu de cette dernière sera publié dans un prochain numéro de *NSS*).

³ L'Association française pour le mouvement universel de la responsabilité scientifique a été fondée en 1974. Elle a comme objectif de contribuer à la prise de conscience de la responsabilité qu'engage la participation au progrès scientifique et à ses usages (www.murs-france.org). Les *Cahiers*, qui s'appellent depuis 2006

qui constitue le lien entre l'ARP et l'AP puisqu'il rend compte des résultats des réflexions menées dans le cadre du premier et qu'il a servi de base au second.

L'atelier de réflexion prospective « Sciences et sociétés »

Le point de départ du numéro double de *Science & devenir de l'homme* est donc l'appel à propositions pour l'ARP « Sciences et sociétés ». Les ARP ont l'intérêt de la souplesse. Ils représentent une démarche qui se distingue clairement de celle des appels à projets de recherche. Ils en constituent comme des antécédents. Leur objectif est en effet de « stimuler la réflexion sur [une] thématique [...] afin de rassembler une communauté scientifique et de constituer à moyen et long terme une force de proposition⁴ ». Les attendus justifiant le lancement d'un appel à propositions d'atelier sur le thème « Sciences et sociétés » mettent en avant l'importance des facteurs qui modifient les rapports entre ces deux entités et la façon de les analyser. Il découle de cette situation nouvelle une multiplicité d'initiatives, au niveau international, visant à mieux la comprendre pour mettre en perspective les politiques publiques de recherche et d'innovation. Il est donc opportun de « fédérer une communauté scientifique française afin de la préparer à s'investir dans des programmes de plus grande ampleur ». Et cela, tout particulièrement au moment où il est envisagé d'en lancer un au niveau européen. En réponse à son appel, l'ANR a reçu cinq propositions. Deux (celle du MURS et celle de l'IFRIS⁵) ont été retenues et invitées à fusionner.

Pour répondre à l'objectif visé par l'ANR, le MURS et l'IFRIS ont opté pour une série d'ateliers chargés d'identifier les différents champs de recherche pertinents au sein de ce vaste thème que sont les relations sciences-sociétés et de préciser les orientations de recherche à promouvoir dans chacun d'eux. Le numéro 57-58 de *Science & devenir de l'homme* réunit les synthèses de ces travaux⁶. Il est découpé en douze chapitres thématiques, auxquels s'ajoute un chapitre portant sur la bonne manière

Science & devenir de l'homme, ont été fondés en 2002 par Gérard Mégie, auquel a succédé Jean Jouzel. Ils sont consultables en ligne (<http://documents.irevues.inist.fr/handle/2042/6590>).

⁴ Cette citation et la suivante sont extraites des documents de l'ANR.

⁵ L'Institut francilien Recherche, innovation et société a été créé en 2007 dans le but de regrouper les équipes de recherche d'Île-de-France dont les travaux portent sur les politiques de la science et de l'innovation et sur les rapports sciences/sociétés. Il fédère plusieurs grands établissements de la recherche publique et de l'enseignement supérieur et regroupe une douzaine d'équipes. Son siège est à l'Université Paris-Est (<http://www.ifris.org>).

⁶ Pestre, D. (Ed.), 2008. *Sciences, technologies, savoirs en sociétés : questions actuelles, approches historiques, Science & devenir de l'homme. Les Cahiers du Mouvement universel de la responsabilité*

Encadré. Liste des chapitres du numéro 57-58 de *Science & devenir de l'homme*

Chapitres thématiques

- De la nature au système Terre, environnement et durabilité
- Sciences, savoirs et mondialisations
- Corps, genres, techniques, identités
- Représentations, cultures, imaginaires, médias, engagements
- Sciences et croyances : religions, parasciences et scientisme
- Connaissances et légitimité dans les espaces hybrides de la recherche
- Sciences, gouvernements, politiques
- Sciences et gouvernement des risques et des crises
- Organisations, carrières, formations aux métiers de la recherche
- Propriété intellectuelle, innovation et marché
- Innovation et conception, usages et savoir-faire, produits et objets techniques
- Réflexions sur quelques courants de pensée en épistémologie et philosophie des sciences et des techniques

Chapitre méthodologique

- Programmation de la recherche en sciences, technologies et savoirs en société. Recommandations en termes de gouvernance, actions et outils

de conduire les recherches et sur les outils à mettre en place, compte tenu des caractères particuliers de la question traitée (Encadré). Ce recueil a un triple intérêt.

Une vision globale du champ de recherche

Son premier intérêt est de donner un aperçu global du champ de recherche à couvrir et d'en proposer un découpage autour de thématiques. Comme le montre l'encadré, le champ identifié est vaste, à l'image de la question traitée. L'exploration des différentes facettes des rapports entre les sciences et les sociétés qui a été faite s'est voulue aussi ouverte et exhaustive que possible. La liste des sous-champs présentée peut toutefois susciter une réserve : l'absence d'une entrée privilégiée par l'économie. Il est en effet difficile de penser que l'analyse des rapports entre les sciences et les sociétés puisse s'accommoder de cette impasse ! Cette carence est d'autant plus frappante que la diversité des thématiques retenues, témoin de ce souci d'ouverture, couvre des domaines de recherche très différents les uns des autres et en général cantonnés chacun dans autant de spécialités. Alors, pourquoi cette ignorance du rôle des connaissances scientifiques dans l'économie ? La référence qui est faite à l'innovation ne suffit pas. Cette mise à l'écart de l'économie refléterait-elle l'idée habituelle, fort fâcheuse, selon laquelle elle ne serait pas une science sociale ?

scientifique, 57-58
(<http://www.ifris.org/Sciences-Technologies-Savoirs-en.html>).

Les énoncés des thématiques retenues les inscrivent dans plusieurs axes. La majeure partie d'entre elles colle aux grandes questions qui font débat autour de la chaîne qui lie sciences, technologies et risques. Dans ce registre, que l'ouvrage s'ouvre sur la référence à l'environnement et à la durabilité n'est pas surprenant. Que vienne en bonne place également la question du corps, en raison des problèmes éthiques soulevés par les biotechnologies médicales, renvoie à la même actualité. Nous sommes là face aux deux grands domaines dans lesquels les sciences et les techniques bouleversent les rapports des sociétés aux composantes naturelles de la condition humaine. L'accent mis, d'une façon générale, sur les risques et les crises se situe dans la même veine. Il en va de même pour l'importance donnée à l'innovation et à la conception des objets techniques, ainsi qu'à la question de la propriété intellectuelle. Il va de soi de prolonger cette chaîne en y ajoutant le maillon du gouvernement des choses, et donc des politiques. La démarche suit là la voie la plus courante et cela se justifie compte tenu du fait qu'il s'agit des questions vives qui mettent en jeu les rapports sciences/sociétés.

Originalité toutefois par rapport à ce qui s'entend habituellement sous ce chapitre, la réflexion proposée ne concerne pas seulement l'analyse par les sciences sociales des décisions politiques touchant les domaines technologiques. Elle ne se contente pas de faire des rapports sciences/sociétés – il faut entendre ici par « sciences » les sciences de la nature – un objet de recherche pour les sciences sociales ; elle pose la question du rôle même des sciences sociales dans la gestion des problèmes de société, c'est-à-dire de la place des sciences sociales dans le politique. C'est là évidemment une tout autre façon de les situer dans le champ de recherche.

Un autre axe regroupe ce qui a trait à la place des sciences dans les imaginaires sociaux, dans les représentations collectives, dans les croyances. Ce champ de questions, lui aussi classique, est réactualisé par la récente montée en puissance du créationnisme.

Un dernier axe, enfin, mais qui est déjà, de façon plus ou moins implicite, en arrière-plan des précédents, ouvre à une réflexion sur la science elle-même. Il est illustré par trois chapitres : le premier introduit les notions d'« espace de recherche hybride » et de « tiers secteur scientifique », notions qui remettent en cause la coupure généralement posée comme radicale et allant de soi entre les espaces de recherche au sens strict et le reste de la société ; un deuxième chapitre est consacré aux évolutions observables dans les carrières et les structures de l'enseignement et de la recherche universitaires ; le troisième fait un retour global sur les disciplines de sciences sociales qui se consacrent classiquement à la réflexion sur les sciences (histoire des sciences, histoire des techniques, philosophie des sciences, etc.).

Un état actuel de la recherche

Ce numéro de *Science & devenir de l'homme* a en deuxième lieu l'intérêt de dresser, pour chacun des thèmes identifiés, un état actuel – la plupart du temps international – de la recherche, et de tracer en conséquence les grandes lignes de la problématique qui devrait orienter les recherches à entreprendre. Les tours d'horizon ainsi proposés ont, d'une façon générale, la double caractéristique d'être extrêmement ramassés et d'être des synthèses de qualité. Le sentiment qui ressort de la lecture de ces textes et des propositions d'orientations de recherche qui en découlent est celui d'un ébranlement général des certitudes : une science hors de la société ayant le monopole sur le savoir ne va plus de soi. D'autres sources de connaissance, de tous types (professionnels, populations indigènes, malades, etc.), revendiquent une légitimité et se la voient reconnue. Cela conduit non seulement à relativiser la place des savoirs scientifiques dans la société, mais aussi à s'interroger sur leur nature même et leurs spécificités en tant que tels. Ces interrogations recoupent celles des disciplines de sciences sociales (l'histoire des sciences notamment) qui, s'intéressant aux conditions de leur production, montrent que ces savoirs sont le produit d'un « régime » (c'est-à-dire d'un ensemble d'institutions, de normes et de valeurs) d'organisation de la recherche, bien caractérisé et historiquement datable. Loin d'être des vérités en soi, ils sont donc sociologiquement inscrits dans une société et ont un caractère historique.

Émane alors de l'ensemble des textes – et tout particulièrement du chapitre sur les évolutions au sein du système universitaire – une question centrale commune : celle de savoir si on assiste à l'émergence d'un « régime » nouveau. D'où le fait que l'appel à l'histoire est un des points communs les plus frappants des problématiques. Il se retrouve d'un thème à l'autre comme moyen d'éprouver cette hypothèse d'historicité, de mettre en évidence la réelle nouveauté éventuelle d'un « régime » en cours de constitution et de le caractériser.

Ces interrogations sont inséparables d'une recherche des raisons qui font qu'elles émergent et, par là même, des causes de ce passage possible d'un « régime » à un autre. Dans cette perspective, un chapitre particulier est consacré aux effets de la phase contemporaine de la « mondialisation », là aussi avec le souci de prendre en compte l'histoire de celle-ci, de ses moments marquants (« des » mondialisations), notamment l'époque coloniale. Mais bien d'autres paramètres sont évoqués d'un chapitre à l'autre : le niveau d'éducation des populations, l'intrusion croissante des avancées de la recherche dans la vie des gens, les pertes de repères collectifs. Le constat de l'historicité et de l'emboîtement sociologique des « régimes » de production de la recherche justifie l'expression « sciences

en sociétés⁷ », sous le label de laquelle s'est placé ce numéro de *Science & devenir de l'homme* et qui vise à écarter l'idée que l'on puisse parler de « rapports entre sciences et sociétés » comme s'il s'agissait de deux entités distinctes.

Une autre façon de mettre à l'épreuve cette nouvelle manière de voir est le comparatisme qui permet de mettre en évidence les différences concernant la recherche (structures, place dans la société, etc.) d'un pays à l'autre. Et, de fait, un autre trait commun aux problématiques énoncées pour les différents thèmes est l'appel, souligné comme indispensable, aux recherches comparatives, en y incluant notamment, mais pas exclusivement, les pays dits « émergents » et les pays moins avancés.

Le dernier trait commun à tous les textes, et sans doute le plus important, est la référence à peu près unanime faite aux *Science Studies*⁸. Là est leur ciment théorique⁹. La forte prégnance de ce courant de recherche récent venu des États-Unis a d'ailleurs suscité chez les participants à l'un des ateliers un souci de mise au point pour rappeler qu'il existait une tradition internationale – et notamment française – ancienne de travaux qui s'intéressaient « depuis longtemps de manière sérieuse et rigoureuse à la fois » à ces mêmes questions. D'où l'annexe « Réflexions sur quelques courants de pensée en épistémologie et philosophie des sciences et des techniques » qui offre un instructif raccourci de l'histoire des idées sur la question et qui en tire des pistes de recherche. Celles-ci ont le mérite d'être d'une portée générale et donc d'être transversales à tous les thèmes abordés.

Des recommandations générales

Le troisième intérêt de cette publication est dû au fait qu'elle illustre une pratique habituellement réservée aux appels d'offre, mais qui est on ne peut plus inhabituelle s'agissant d'un travail de pure réflexion scientifique. On y trouve en effet un ensemble de recommandations tant au sujet des caractéristiques des projets souhaités que des exigences auxquelles il convient de satisfaire pour que les recherches en sciences sociales se déroulent dans

⁷ Cette expression est l'un des fils conducteurs de cette réflexion sur la façon de concevoir la place de la science dans la société et, de ce fait, la nature même de l'acte cognitif qui en est le fondement. Elle semble en voie d'acquiescer un droit de cité consensuel dans les milieux scientifiques impliqués dans cette démarche.

⁸ Courant d'études, au départ anglo-saxon, qui cherche à analyser le fonctionnement de la science et ses relations avec la société, dans une approche interdisciplinaire s'appuyant sur de nombreuses disciplines des sciences humaines et sociales.

⁹ Toute cette réflexion a été placée sous la direction de Dominique Pestre, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), historien des sciences et auteur, entre autres, d'un ouvrage sur ce courant de recherche (Pestre, D., 2006. *Introduction aux « Science Studies »*, Paris, La Découverte).

de bonnes conditions. C'est l'occasion pour les sciences sociales de mettre en avant des revendications concernant l'accès aux données qui leur sont indispensables et aux outils de traitement de celles-ci via le web. Mais plus intéressantes sont les propositions qui traduisent le souci qu'un programme « Sciences, technologies et savoirs en sociétés » se voie reconnaître l'originalité qui doit être la sienne compte tenu de la question qu'il aborde. Se dégagent de ces propositions des profils types des programmes de recherche à privilégier :

- les disciplines à convoquer sont « les sciences humaines et sociales en général » et la littérature ;
- dans la façon de les faire travailler, la préférence va à un travail d'équipe et aux « abords pluridisciplinaires », en accordant une mention spéciale, mais sans que ce soit limitatif, au binôme disciplinaire ;
- les types d'activités scientifiques à envisager sont les recherches empiriques, bien sûr, mais aussi les « recherches-actions associant les acteurs de la société civile », et toutes les formes de « confrontations disciplinaires » ou d'« animation » pouvant « contribuer à la structuration de la communauté scientifique » ;
- l'horizon à viser est européen, si ce n'est international.

L'évaluation des projets devrait donc tenir compte, outre des critères classiques, de la façon dont ils prennent en charge ces objectifs spécifiques au programme.

Une interdisciplinarité pour le moins timide

Cet ensemble de prescriptions et le fait qu'il ait été jugé utile d'en faire état méritent sans conteste l'attention. La démarche est toutefois moins originale qu'il n'y paraît. Elle rappelle des initiatives récentes du ministère de la Recherche¹⁰ (qui n'étaient d'ailleurs pas les premières du genre). Le caractère récurrent de ces tentatives de faire évoluer les pratiques de recherche montre bien qu'elles répondent à une nécessité. Mais, en même temps, leur caractère répétitif donne un fort sentiment d'avoir affaire à un discours incantatoire et traduit davantage un piétinement (voire des reculs par perte de mémoire) que des avancées. Il est frappant en l'occurrence que pas la moindre allusion ne soit faite aux expériences antérieures. Pas question, bien sûr, d'en tirer les leçons. Ni, par là, de progresser dans la démarche. Entre les images du mythe de Sisyphe ou de celui du tonneau des Danaïdes, l'esprit hésite.

Il est un point notamment sur lequel la réflexion fait pour le moins du surplace. C'est celui de l'interdisciplinarité. Il est intéressant de voir que le débat sur la question a

¹⁰ Cf. Jollivet, M., 2007. Une politique de développement de l'interdisciplinarité : l'action du département des Sciences humaines et sociales du ministère de la Recherche (2002-2004), *Natures Sciences Sociétés*, 15, 1, 81-89.

eu lieu, comme en témoigne le chapitre consacré aux méthodes qui seraient à privilégier dans le programme que devrait lancer l'ANR. Il y est même fait allusion à la « transdisciplinarité » (p. 246) ! Mais les conclusions pratiques de ce débat sont très conservatrices. La faveur donnée, « par souci d'efficacité », à la mono- ou, à la rigueur, à la bidisciplinarité, est évidemment loin de faire figure de hardiesse ! Et cela d'autant plus que les problématiques proposées sont considérées comme se cantonnant pour l'essentiel dans le champ des sciences humaines et sociales. Il est bien dit en passant que les projets pourraient « associer des chercheurs en sciences de la nature », mais cette précision incidente a tout d'une clause de style peu susceptible de mobiliser les intéressés, compte tenu de la tonalité générale de la démarche.

Cette timidité est d'autant plus surprenante que la référence récurrente aux *Science Studies* place la majeure partie des problématiques développées dans les chapitres thématiques sous le signe d'une interdisciplinarité large, qui est une des caractéristiques de ce courant de recherche. Ces problématiques offrent une opportunité particulière de soumettre les approches caractéristiques des *Science Studies* au test d'un travail interdisciplinaire rigoureux – fût-ce au sein du seul domaine des sciences humaines et sociales. Et puis, il n'est quand même pas déplacé de regretter que les « sciences de la nature » ne soient pas plus fermement invitées à s'associer aux sciences sociales et humaines sur les thèmes qui les concernent au moins autant que ces dernières. D'une certaine manière, ce cantonnement au sein des sciences sociales est paradoxal, car il reproduit – et ce sur le plan scientifique, ce qui n'en est que plus gênant – la coupure remise en cause entre savoirs scientifiques et savoirs sociétaux. Il va à l'encontre de l'objectif poursuivi dans la mesure où celui-ci fait intrinsèquement appel à un exercice de réflexivité des sciences de la nature sur elles-mêmes, les conduisant à assumer l'historicité de leur scientificité. Sans doute cette frilosité reflète-t-elle un souci de pragmatisme lié à la conscience du cloisonnement actuel des structures et des mentalités dans les institutions de la recherche et à un sentiment de vanité des appels à le dépasser. Mais, en l'occurrence, les rapporteurs n'ont-ils pas sous-estimé les évolutions en cours ? C'est en tout cas le sentiment que donne le chapitre consacré aux carrières et aux structures universitaires : s'il y est abondamment fait état des changements observables dans les rapports entre recherches publique et privée, entre recherches fondamentale et appliquée, rien n'y est dit sur les initiatives en direction de l'interdisciplinarité, qui pourtant foisonnent et sont tout particulièrement significatives de cette quête d'un « régime » nouveau de la production des connaissances. Certes, on peut craindre que l'appel à une interdisciplinarité réunissant sciences de la nature et sciences humaines et sociales n'ait pas l'écho souhaité. Mais n'est-ce pas l'objectif de ce genre d'initiative que de créer des espaces de liberté et d'offrir à celles et ceux qui sont prêts à prendre les risques de

leurs curiosités novatrices l'opportunité de le faire ? Cela pourrait même leur donner l'embryon de légitimité dont ils ont besoin. Si l'on veut changer un état des lieux, se caler précautionneusement sur celui existant n'est sans doute pas la meilleure façon d'y parvenir.

Une source d'inspiration pour le programme de l'ANR

Les réflexions dont cette publication fait état ont directement inspiré l'appel à projets pour le programme Sciences, technologies et savoirs en sociétés : enjeux actuels, questions historiques, qui a été lancé par l'ANR en 2009. Cet appel a suscité 85 réponses dont 22 ont été retenues¹¹. Il serait intéressant d'en analyser les thématiques, les problématiques et les choix méthodologiques, afin de pouvoir apprécier si les communautés scientifiques concernées se sont réellement approprié ce qui fait l'originalité des démarches proposées dans cet ouvrage et, si oui, la façon dont elles l'ont fait¹².

Il serait regrettable que les réflexions, les orientations générales et les propositions plus précises de recherches qu'offre ce numéro de *Science & devenir de l'homme* n'aient pas l'audience qu'elles doivent avoir parce qu'elles sont publiées dans une revue associative. Elles auraient très bien pu donner lieu à un ouvrage scientifique de qualité. Ce numéro double est bien une publication scientifique de premier rang – et une publication scientifique rare par sa forme. Il faut savoir gré aux collègues qui ont bien voulu se livrer à l'exercice, généralement considéré comme secondaire, ingrat et peu gratifiant parce que non valorisé, de réaliser des synthèses thématiques à usage collectif. Ce numéro est fondateur parce qu'à travers lui, c'est la première fois que la communauté scientifique française prend ses marques dans un domaine internationalement très actif dont elle est trop absente. Elle le fait avec une amplitude exceptionnelle et en unifiant en un champ de recherche solide une multiplicité de questions apparemment disparates, grâce à une inspiration qui leur est commune. Il n'est sans doute pas exagéré, d'ailleurs, de dire que, ce faisant, elle affiche des perspectives traduisant certaines traditions originales des sciences sociales françaises, notamment leur posture historique et critique. Ce recueil devrait donc devenir une publication de référence sur la question des rapports entre sciences et sociétés.

¹¹ Cf. la liste des projets sélectionnés du programme Sciences, technologies et savoirs en sociétés : enjeux actuels, questions historiques, édition 2009, sur le site Internet de l'ANR (<http://www.agence-nationale-recherche.fr> [Appels à projets ; Sciences humaines et sociales]).

¹² Ce même genre d'analyse a été fait pour les actions du ministère de la Recherche des années 2002-2004 (cf. *supra*, note 10).